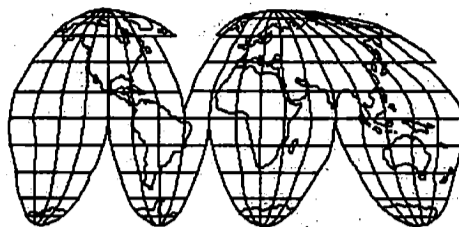


Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine

This Week
in Trade and
Foreign Policy

du 13 au 19 janvier 1994



COMMUNIQUÉS :

Le ministre Ouellet exprime ses condoléances à l'occasion du décès du ministre norvégien des Affaires étrangères, M. Holst

Le 14 janvier 1994, n° 5

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a envoyé au premier ministre de la Norvège, M^{me} Gro H. Brundtland, le message de condoléances suivant : «C'est avec beaucoup de peine que les Canadiens ont appris la mort tragique de M. Johan Jorgen Holst. M. Holst, qui savait allier vision globale et pragmatisme, était l'ami des hommes et des femmes épris de paix partout dans le monde. À titre d'hôte des discussions cruciales entre Israéliens et Palestiniens, il a joué un rôle déterminant dans le processus de paix au Moyen-Orient. Il était non seulement un citoyen de la Norvège, mais aussi un homme d'État de stature mondiale, dont on se souviendra longtemps. Au nom du gouvernement du Canada, je vous saurais gré de bien vouloir transmettre à la famille de M. Holst nos plus sincères condoléances et de lui faire part du respect que sa personne et son travail inspiraient aux Canadiens.»

Le ministre Ouellet accueille favorablement la reprise des pourparlers de paix au Guatemala

Le 14 janvier 1994, n° 4

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a accueilli favorablement la décision du gouvernement du Guatemala et de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) de reprendre les pourparlers de paix. La dernière série de négociations avaient échoué en mai 1993. «Il s'agit là d'un pas important et encourageant après un arrêt de huit mois dans les discussions. Le Canada loue les deux parties pour la flexibilité dont elles ont fait preuve dans le but d'arriver à cette décision et se rend pleinement compte de la difficulté et de la complexité des questions en jeu», a déclaré M. Ouellet.

M. MacLaren participe à la première réunion de la Commission de l'ALENA à Mexico

Le 13 janvier 1993, n° 3

L'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, a annoncé sa participation à la toute première réunion de la Commission du libre-échange, le 14 janvier à Mexico. La Commission est chargée de superviser la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). M. MacLaren rencontrera ses homologues, le secrétaire au Commerce et au Développement industriel du Mexique, M. Jaime Serra Puche - qui présidera la réunion -, ainsi que le représentant au Commerce des États-Unis, l'ambassadeur Mickey Kantor. «Le gouvernement du Canada souhaite vivement que l'on aille de l'avant avec ces groupes de travail, a déclaré M. MacLaren. Nous collaborerons avec nos partenaires pour consolider les résultats sur les recours commerciaux récemment obtenus dans les négociations de l'Uruguay Round. Notre but est de réduire les différends dans nos relations commerciales.»

DISCOURS :

Le gouvernement estime qu'il est temps que nous nous dotions d'une politique étrangère plus indépendante. Nombreuses sont en effet les possibilités de renforcer le rôle de chef de file du Canada sur la scène mondiale en ce qui concerne les droits de la personne, l'environnement, le développement et les échanges commerciaux. Des relations et des responsabilités nouvelles se profilent à l'horizon. La politique étrangère appelée à guider nos activités devra donc pouvoir s'adapter aux mutations internationales tout en reflétant les valeurs qui nous sont chères en tant que Canadiens. Les États membres des Nations Unies sont aujourd'hui aux prises avec un défi de taille : la revitalisation nécessaire de l'appareil onusien de défense et de protection des droits de la personne. Le Canada veut s'assurer de pouvoir apporter une contribution positive, et c'est à ce chapitre que votre collaboration nous est indispensable. Dans cette perspective, le ministre des Affaires étrangères a décidé que le Canada solliciterait un nouveau mandat au sein de la Commission des droits de l'homme cette année. Le premier ministre s'est dit fortement en faveur de cette décision. Les solutions au problème de la violence contre les femmes sont prioritaires dans notre propre pays et la position d'avant-garde que le Canada a prise en reconnaissant que ce phénomène constitue une violation des droits de la personne a abouti le mois dernier à l'adoption, par l'ONU, de la déclaration sur la violence contre les femmes. Je dois d'ailleurs louer la communauté des ONG pour son soutien à cet égard et je puis vous assurer que notre gouvernement maintiendra son leadership en cherchant à faire nommer un rapporteur spécial des Nations Unies dans ce domaine. Le Canada tient également à renforcer le rôle de l'ONU pour faire respecter, dans le monde entier, les libertés et les droits fondamentaux des populations autochtones. Nous nous attendons à ce que la Commission examine bientôt le projet de déclaration préparé par le groupe de travail des Nations Unies sur les populations autochtones, et le Canada jouera un rôle actif à cette occasion. Mais surtout, notre délégation insistera sur la pleine représentation, tout au long du processus, des porte-parole de ces populations. Les rapports entre nos intérêts économiques et notre souci des droits de la personne sont l'une des questions à aborder au cours du processus d'examen de la politique étrangère et sur laquelle vous serez consultés. Nous étudierons également les liens qui existent entre ces droits et nos objectifs en matière d'aide au développement. À mon avis, l'aide offerte par le Canada en vue de créer un milieu propice au développement durable devrait contribuer à protéger les droits de la personne et à favoriser le bon gouvernement. Là encore, l'apport de la communauté des ONG est de la plus haute importance.

Tiré d'une allocution de l'honorable Christine Stewart, secrétaire d'État chargée de l'Amérique Latine et de l'Afrique, à l'occasion des 9^{es} consultations annuelles entre les organisations non gouvernementales et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international en prévision de la 50^e session de la Commission de droits de l'homme des Nations Unies, à Ottawa (Ontario), le 19 janvier, 1994, 94/1.

DU MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA :

Annonce des plafonds de déduction fiscale des dépenses d'automobile pour 1994

Le 19 janvier 1994, n° 94-008

Le ministre des Finances, M. Paul Martin, a annoncé que les plafonds de déduction relatifs aux dépenses d'automobile prévus par la *Loi de l'impôt sur le revenu* demeureront à leurs niveaux actuels en 1994. Le ministre a également précisé que les plafonds qui s'appliqueront aux années d'imposition futures seront annoncés au cours de l'automne précédant l'année d'application. «Ce nouveau processus d'annonce de plafonds de déduction au cours de l'automne offrira aux contribuables une plus grande certitude et leur permettra de se mieux préparer pour la nouvelle année», a ajouté le ministre. Les plafonds s'appliquant à l'année d'imposition 1994 sont disponibles sur demande.

Le ministère des Finances publie un rapport sur ses dépenses fiscales

Le 14 janvier 1994, n° 94-007

Le ministère des Finances a publié un rapport intitulé *Gouvernement du Canada : dépenses fiscales liées aux impôts directs des particuliers et des sociétés*. Les estimations du manque à gagner fédéral découlant des dépenses liées à l'impôt sur le revenu des particuliers portent sur les années 1989, 1990, et 1991, tandis que celles liées à l'impôt sur le revenu des sociétés sont présentées à l'égard des années 1989 et 1990. Un rapport traitant des dépenses fiscales liées à la taxe de vente est prévu pour le début de l'année 1994. Des rapports complets sur les dépenses fiscales seront publiés de manière régulière.

Publication d'un document d'information sur les dépenses fédérales

Le 14 janvier 1994, n° 94-006

Le ministère des Finances a publié un autre document d'information portant sur les dépenses fédérales. Le document *Dépenses fédérales - document explicatif* fait partie d'une série de publications rendues publiques au cours des derniers jours, visant à offrir aux Canadiens et aux Canadiennes, durant la période des consultations pré-budgétaires, des renseignements essentiels au sujet des questions économiques et financières. Ce document est disponible au Centre de distribution, ministère des Finances, Ottawa (Ontario) K1A 0G5, téléphone (613) 995-2855, télécopieur (613) 996-0518.

MISE À JOUR SUR L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (ACDI) :

Un transfert de technologie canadienne permet à la Bolivie de développer ses ressources en pétrole et en gaz naturel

Le 7 janvier 1994, n° 94-1

Le Canada versera une contribution de 9 millions de dollars à la Bolivie au cours des trois prochaines années pour appuyer le développement des ressources en pétrole et en gaz naturel de ce pays. M^{me} Christine Stewart, Secrétaire d'État chargée de l'Amérique latine et de l'Afrique, a fait l'annonce de cet octroi par l'Agence canadienne de développement international à La Paz, en Bolivie. M^{me} Stewart y poursuit présentement des pourparlers bilatéraux au nom du ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet. «Le Canada est en mesure d'offrir une aide technologique qui, en plus d'être à la fine pointe du progrès et de l'efficacité, respecte aussi les besoins de l'environnement naturel et humain, » a déclaré M^{me} Stewart.

STATISTIQUE CANADA (INDICES ÉCONOMIQUES)

Gains des hommes et des femmes - 1992

Le 17 janvier 1994, n° 11-001F

L'Enquête sur les finances des consommateurs estimait à 8 514 000 les Canadiens qui avaient des gains provenant d'un travail à temps plein toute l'année en 1992, chiffre pratiquement inchangé par rapport à 1991. Cependant, ce chiffre était inférieur de 463 000 au sommet atteint en 1989. Au cours de la période 1989-1992, la diminution du nombre de personnes travaillant à temps plein toute l'année a été compensée par l'augmentation du nombre de celles travaillant à temps partiel ou seulement une partie de l'année. Les hommes représentaient la plus grande partie (78,6 %) de la baisse du nombre de personnes gagnant un revenu à temps plein toute l'année entre 1989 et 1992. Cette baisse chez les hommes a été compensée seulement en partie par l'augmentation du nombre d'hommes travaillant à temps partiel ou seulement une partie de l'année. Au cours de la même période, la situation des femmes par rapport à l'emploi était différente. La faible diminution du nombre de femmes qui gagnaient un revenu à temps plein toute l'année a été plus que compensée par l'augmentation du nombre de femmes travaillant à temps partiel ou seulement une partie de l'année. En 1992, les gains moyens des hommes travaillant à temps plein toute l'année étaient estimés à 39 468 \$. Depuis 1977, les gains des hommes n'ont pas beaucoup varié, sauf pour une diminution temporaire pendant la récession du début des années 1980. Les gains moyens des femmes étaient de 28 350 \$ en 1992 (une hausse de 4,1 % par rapport à 1991), perpétuant ainsi la tendance à la hausse observée depuis 1986. En vertu de ces changements, le ratio des gains des femmes par rapport aux gains des hommes a augmenté de 69,6 % en 1991 à 71,8 % en 1992, perpétuant ainsi la tendance à la hausse amorcée depuis longtemps. L'augmentation a été accélérée ces dernières années. Depuis 1989, le ratio d'est élevé à 6,0 points de pourcentage, comparativement à une augmentation de 2,1 points de pourcentage pour la période allant de 1981 à 1989. Le ratio des gains des femmes par rapport aux gains des hommes s'échelonnait entre 92,7 % dans le groupe d'âge des 15 à 24 ans et 66,7 % dans celui des 55 ans et plus. Les diplômés d'université de sexe masculin gagnaient en moyenne 55 567 \$, comparativement à 28 019 \$ pour les hommes ayant huit années d'études ou moins. Les données correspondantes chez les femmes étaient de 41 228 \$ (diplôme universitaire) et de 20 580 \$ (8e année ou moins).

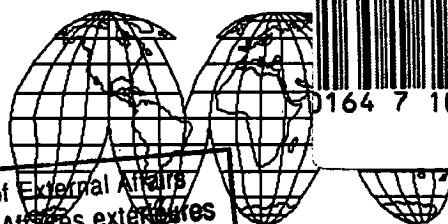
À VENIR :

- 27-30 janvier : Symposium économique mondial (Davos, Suisse)
- Mars 1994 : Assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement (Guadalajara)
- 5-11 juin 1994 : Assemblée annuelle de l'Organisation des États américains (Belém, Brésil)



Si vous voulez des copies supplémentaires, veuillez communiquer avec Affaires étrangères et Commerce 944-4000 ou sans frais au 1-800-267-8376. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Policy» est préparé chaque semaine à la Direction générale des communications.

This Week in Trade and Foreign Policy **Le commerce et la politique étrangère cette semaine**



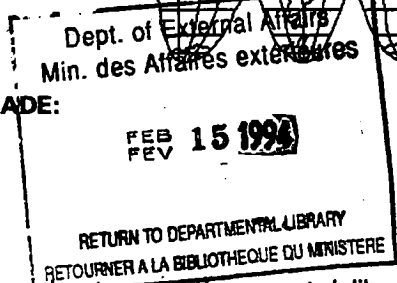
February 3-9, 1994

DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:

PRESS RELEASES:

Quellet Outraged by Sarajevo Atrocity

Foreign Affairs Minister André Ouellet expressed Canada's shock and outrage at the recent deliberate killing and wounding of hundreds of innocent civilians in Sarajevo. "This latest atrocity underscores the urgent need for concerted international action to prevent further violence against the innocent civilian population of Sarajevo. I emphasized this in conversations with U.S. Secretary of State Christopher and British Foreign Secretary Hurd," Mr. Ouellet said.



February 6, 1994, No. 19

Canada Welcomes Ukrainian Ratification of the Strategic Arms Reduction Treaty (START 1)

February 4, 1994, No. 18

Foreign Affairs Minister André Ouellet welcomed the unconditional ratification by the Ukrainian parliament of the START 1 Treaty and the Lisbon Protocol, which commits Ukraine to acceding to the Non-Proliferation Treaty (NPT) as a non-nuclear weapons state. "The government and parliament of Ukraine have acted courageously in the spirit of the tripartite agreement recently signed with the United States and Russia. They have recognized that denuclearization is the best way to ensure Ukraine's security and promote stability in the region. We expect that Ukraine will now move quickly to implement START 1 and accede to the Non-Proliferation Treaty," said Mr. Ouellet.

STATEMENTS:

The central challenge of Canadian trade and economic policy in the late twentieth century [is] how to pursue our national interests in a world where economies are not only increasingly integrated but international institutions are struggling to keep up. The answer, I would suggest, lies largely in developing a more independent, more agile and more focused trade agenda based on a strategic assessment of where our economic interests lie.... Let me set forth what I believe should be our three strategic objectives. First, we must begin to target our global economic priorities more clearly. The second part of this more strategic approach to trade policy is to devise ways to target government programs and resources more effectively, to assist Canadian companies to be even more successful international players. Of particular concern to this government is the role of small and medium-sized enterprises, which have the potential to be the growth engines of the future but often lack the critical mass, the financial resources, or the technical expertise to penetrate foreign markets. Finally, we must foster a domestic economic environment conducive to export-led growth. It has become commonplace to observe that the boundary between national and international issues is becoming blurred.... An aggressive, outward-looking trade agenda is critical to economic recovery and job creation. While Canada's international objectives remain unchanged -- opening up high-growth markets, encouraging internationally competitive industries and enhancing rules-based trading regimes -- our tools and approaches will need to be new, to reflect the realities of the new global economy.

Notes for an Address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, at the Canadian Luncheon (Davos, Switzerland, January 29, 1994, No. 94/5).

As you are aware, Canada lifted economic sanctions against South Africa last September. Only the United Nations military embargo on trade in military goods is currently being observed. What impact has the lifting of economic sanctions had on our bilateral relationship? Frankly, we have turned the page. I can say with some assurance that we have now ushered a new era of bilateral co-operation, which I hope will be strengthened in the years ahead. As a government, we have reinstated the full range of trade support measures for trade with South Africa. The most obvious example is the opening, last October, of the trade section of the Canadian Embassy in Johannesburg. It is currently staffed by four trade specialists, two from Canada. This is an important indication of our confidence in the new South Africa. Export credit and insurance is now available to Canadian exporters to South Africa through the Export Development Corporation, which has now placed South Africa on cover for short- to medium-term coverage.... From the perspective of South African exports to Canada, the lifting of the trade sanctions now permits you to sell your agricultural produce as well as coal, iron and steel products to Canada. More importantly, the lifting of sanctions now permits Canadian companies and banks to engage in investment and financial transactions with South Africa.... My government's role is to ensure that the appropriate structures and agreements are in place to foster trade and investment initiatives. In these days of mounting government debt and declining flexibility of governments to undertake infrastructure and other initiatives, we are very supportive of private-sector initiatives that encourage trade and investment as a means of achieving growth.... We anticipate that with very active Canadian and South African business communities, our two-way trade can quickly attain its pre-sanctions 1986 level of almost C\$500 million.

Notes for an address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, to the South African Chamber of Business (Johannesburg, South Africa, February 1, 1994, No. 94/4).

I share the thinking of many of you here tonight that efforts must be made to put an end to economic apartheid. How you set out to achieve this goal is a matter for South Africans to decide. Nonetheless, I can assure you that in those areas in which we as Canadians can be of assistance, we will endeavour to be so. In this respect I must underscore my personal conviction that the transformation of society cannot be undertaken by a government on its own and without the support of the rest of society. In the economic sphere the co-operation of the private sector is vital.... What do we have to offer at this time, you may ask? My role as a minister of the Canadian government is to ensure that the appropriate structures are in place that will permit the private sector to do what it does best. In this regard, since the lifting of sanctions, the Government has endeavoured to reinstate all trade support measures that had been withdrawn when sanctions were imposed. In terms of specifics we are quite proud of the encouragement that the Canadian Assistance to Black Business in South Africa project has provided to small, Black entrepreneurs. Since 1989, the project has provided assistance to 81 small, Black-owned companies, in various parts of South Africa but mostly in the townships, which in turn generated an estimated 1800 jobs. Our Canadian Exporters' Association is also planning a franchising mission to South Africa later this year. Its goal will be to seek potential franchising partners and the focus will be on small to medium-sized businesses.

Notes for an address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, on the Occasion of the Dinner on Economic Empowerment in the New South Africa (Johannesburg, South Africa, January 31, 1994, No. 94/3).

**FROM THE DEPARTMENT OF FINANCE CANADA:
Further Legislation to Amend the Excise Tax Act Tabled in the Commons**

February 8, 1994, No. 94-016

Secretary of State for Finance Doug Peters tabled in the House of Commons a Notice of Ways and Means Motion to amend the *Excise Tax Act*. The Motion will further implement the government's action plan on smuggling announced following tabling of two other Motions earlier the same day. The new Motion responds to provincial tobacco tax reductions announced by Quebec. These changes implement the Prime Minister's undertaking to further reduce federal excise levies on tobacco products in response to provincial tobacco reductions. It proposes that the Excise Tax Act be amended to further reduce the rates of excise tax imposed on cigarettes and tobacco sticks that are marked by the manufacturer for consumption in Quebec. The excise tax on cigarettes will be reduced by an additional \$5 per carton and by an additional \$1.80 per 200 tobacco sticks. These reduced rates will apply to cigarettes and tobacco sticks that are marked for sale in Quebec and delivered by manufacturers on and after February 9, 1994. A rebate of \$5 per carton will be provided to persons holding excise-tax-paid cigarettes in inventory on February 9, 1994, in excess of a threshold level, and which are marked for consumption in Quebec.

Income Tax Legislation Introduced

February 4, 1994, No. 94-015

Finance Minister Paul Martin tabled in the House of Commons an Income Tax bill to implement measures announced in the December 1992 Economic and Fiscal Statement and the April 1993 budget. At that time Mr. Martin noted that an amendment in Bill C-136 that would have paid the GST credit twice yearly instead of quarterly had been dropped.

Independent Review of the Department of Finance Forecasting Methods and Performance Announced

February 4, 1994, No. 94-014

Finance Minister Paul Martin announced that the firm of Ernst & Young has been selected to conduct an independent review of the forecasting methods and performance of the Department of Finance. The review will begin immediately and be completed this spring with the release of a public report. "This review will contribute further to the Government's policy of opening up the budget process," Mr. Martin said.

**DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT:
Lloyd Axworthy Announces Strategy for Social Security**

January 31, 1994, No. 94-4

The Honourable Lloyd Axworthy, Minister of Human Resources Development, launched the Government's Social Security reform strategy, in a statement in the House of Commons. "I am asking the House and our colleagues in the Senate, our counterparts at the provincial and territorial level, members of the business and labour sectors, the leaders of our communities -- indeed, each and every Canadian -- to throw off old ideas, put aside vested interests, and begin thinking of the kind of ground rules we need in Canada to restore fairness, hope, and a sense of security.... A meeting between labour market and social services ministers has been arranged for mid-February to start discussions about this working relationship." The Minister outlined a three-stage process to reform Canada's social security system. In the first stage of the process, the Standing Committee on Human Resources Development will be asked to hold public hearings on concerns regarding social security on the labour market. Concurrently there will be federal/provincial/territorial discussions on issues of joint concern. A small task force will be appointed shortly to help the Minister. These deliberations will form the basis of the Government's Action Plan to be tabled in April. The second stages of the reform will involve detailed consultations and analysis based on the Government's Action Plan. The third and final stage involves the development, tabling and debate of legislation late in 1994, with implementation to begin in 1995.

NATIONAL DEFENCE:

Canada to Review Cruise Missile Testing

February 3, 1994, AFN No. 94-001

Following is a statement by the Minister of National Defence, the Honourable David Collenette, on cruise missile testing: Just one year ago, the previous Government renewed the Test and Evaluation Agreement between Canada and the United States for a further period of 10 years. It is under this agreement that cruise missiles are tested in Canada. The previous Government agreed last summer to allow the United States Air Force to proceed with planning for two tests of the cruise missile in Canada in the first quarter of 1994. In view of the fact that this planning was already well-advanced when our government took office, and that there will be ample opportunity to examine further the matter of cruise testing in the context of the forthcoming reviews of both foreign policy and defence policy, we have decided to allow the tests now planned for next month to proceed. I would like to make very clear that while we have advised the U.S. government that these tests may go ahead this year, we have stressed the fact that they should make no presumption about the outcome of the defence policy review and the foreign policy review which will take place over the course of 1994. Given the depth of feeling within the country and within the Liberal Party on this issue it would be imprudent indeed to presume anything about our government's willingness to proceed with further cruise missile tests in Canada. That said, we have indicated we will be reviewing these matters with an open mind and we will do so."

UPCOMING EVENTS:

March 1994: Inter-American Development Bank Annual Meeting (Guadalajara)
March 22-25, 1994: Canada Expo94 (Mexico City, Mexico)
June 5-11, 1994: OAS Annual Assembly (Belem, Brazil)
July 8-10: G-7 Economic Summit (Naples, Italy)

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. Documents produced by other departments can be obtained by calling their respective communications divisions in Ottawa. "This Week in Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Communications Bureau of the Department of Foreign Affairs and International Trade.